Lieu et date

Objet : Contestation de la légalité du « forfait d'assistance aux démarches administratives » ou « forfait ambulatoire » : demande de remboursement / refus de paiement [choisir l'une ou l'autre occurrence selon votre situation]

Copie à France Assos Santé, à la CPAM de (préciser)

Monsieur le Directeur, Madame la Directrice,

Lors d'une hospitalisation / consultation externe (préciser les dates) au sein de votre établissement, un « forfait d'assistance aux démarches administratives » de x euros m'a été facturé, en sus des prestations expressément visées au Code de la Sécurité sociale.

Pourtant, suite à l'action du Collectif Interassociatif Sur la Santé, en 2012, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a déjà clairement explicité, dans un rappel à loi disponible sur le site Internet de France Assos Santé et joint à ce courrier, que ce type de forfait n'est exigible qu'à la double condition que ce forfait corresponde à une exigence particulière faisant l'objet d'une demande écrite de la part des patients et qu'il ne soit pas déjà couvert par le tarif du Groupe Homogène de Séjour, défini par l'Assurance Maladie et renvoyant à la tarification des prestations de l'établissement (article R.162-27 du Code de la Sécurité sociale).

Aussi, dans la mesure où je n'ai pas produit de consentement écrit à ce forfait correspondant de surcroît à un lot de prestations non listées à l'article susmentionné, je vous saurais gré de bien vouloir me restituer les sommes indûment versées au titre de ce forfait, considéré comme nul et non avenu. [choisir cette formulation dans le cas où vous avez déjà payé le forfait sans exigence particulière]

Ou : Par la présente, je vous confirme n'avoir émis aucune exigence particulière justifiant la facturation de ce forfait et vous fais part, en conséquence, de mon refus de m'en acquitter [choisir cette formulation dans le cas d'une demande de paiement de forfait de la part de l'établissement avec absence d'exigence particulière, après séjour déjà réalisé].

Par ailleurs, je vous remercie **d'adresser une copie de mon courrier** à la Commission des usagers.

Comptant sur votre diligence, je vous prie de croire, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, en l'expression de mes sincères salutations.

Signature

PJ : <u>Courrier de la Direction Déléguée à la Gestion et l'Organisation des Soins de la CNAMTS du 6 août 2012</u>